

**CODE DE PROCEDURE
ET REGLEMENT DE LA COUR D'APPEL INTERNATIONALE DE LA FIA
Adopté par l'Assemblée Générale du 28 octobre 2005
Puis modifié par l'Assemblée Générale du 26 octobre 2007**

**CODE OF PROCEDURE
AND RULES OF THE FIA INTERNATIONAL COURT OF APPEAL
Adopted by the General Assembly of 28 October 2005
Subsequently modified by the General Assembly of 26 October 2007**

PREAMBULE	PREAMBLE
<p>La Cour d'Appel Internationale (CAI) est chargée, pour résoudre les différends qui lui sont soumis, d'appliquer et d'interpréter le présent Règlement dans le but de faire respecter les Statuts, les Règles ainsi que le Code Sportif International de la Fédération Internationale de l'Automobile (FIA).</p>	<p>To resolve disputes brought before it, the International Court of Appeal (ICA) has been constituted to apply and interpret the present Rules with the aim of enforcing the Statutes, the Rules and the International Sporting Code of the Fédération Internationale de l'Automobile (FIA).</p>
<p>Chapitre 1</p>	<p>Chapter 1</p>
<p>MISSIONS</p>	<p>MISSIONS</p>
<p>Article 1 - Compétence contentieuse</p>	<p>Article 1 – Competence with Regard to Disputes</p>
<p>La CAI est chargée de juger en dernier ressort les différends ou conflits résultant de l'application des Statuts de la FIA, des Statuts de l'entité de droit suisse de la FIA ou des règles édictées par la FIA, de trancher tout différend d'ordre sportif survenant entre les membres de la FIA, les concurrents ou pilotes, ou d'examiner et de régler tout litige d'ordre sportif pouvant lui être soumis par le Président de la FIA.</p>	<p>The ICA shall judge definitively any dispute or conflict resulting from the application of the FIA Statutes, of the Statutes of the FIA body governed by Swiss law, or of the rules decreed by the FIA, settle any dispute of a sporting nature arising between members of the FIA, competitors or drivers or consider and settle any matter of a sporting nature which may be submitted to it by the President of the FIA.</p>
<p>Les Autorités Sportives Nationales pourront lui soumettre les appels suivants :</p>	<p>From National Sporting Authorities it will hear:</p>
<ul style="list-style-type: none">• Appels à l'encontre des décisions prises par les ASN ou leur organe juridictionnel, toujours sous réserve des dispositions énoncées au premier paragraphe de l'Article 180 du Code Sportif International. Les appels des organisateurs, concurrents, pilotes ou autres licenciés ne peuvent être introduits en leur nom que par les Autorités Sportives Nationales de tutelle.• Appels à l'encontre des décisions des commissaires sportifs lorsque les parties concernées ont décidé d'un commun accord de soumettre l'appel, non plus au Tribunal d'Appel National du pays de l'épreuve, mais directement à la CAI avec le concours et l'accord de leurs Autorités Sportives Nationales de tutelle.• Appels introduits à l'encontre des décisions des commissaires sportifs par au moins une partie en cause dans le cadre d'une épreuve des principaux Championnats de la FIA, dont la liste est mise à jour périodiquement par le Conseil Mondial du Sport Automobile, appels qui seront portés obligatoirement et directement devant la CAI pour la saisine de	<ul style="list-style-type: none">• Appeals from decisions of the ASNs or their judicial bodies, subject always to the provisions set out in the first paragraph of Article 180 of the International Sporting Code. Appeals by organisers, competitors, drivers or other licence-holders may be brought on their behalf only by the National Sporting Authorities to which they belong.• Appeals from decisions of the stewards of the meeting where the parties concerned have jointly decided to submit the appeal, not to the National Court of Appeal of the country of the event, but directly to the ICA with the assistance and agreement of their respective National Sporting Authorities.• Appeals from decisions of the stewards of the meeting, lodged by at least one of the parties concerned in the context of an event of a major FIA Championship, the list of these Championships being updated periodically by the World Motor Sport Council, any such appeal shall be brought directly before the International Court of Appeal, for which appeal

<p>laquelle les ASNs ne pourront refuser leurs concours et accord.</p> <ul style="list-style-type: none">• Appels introduits par des Autorités Sportives Nationales pour des organisateurs, concurrents, pilotes, autres licenciés ou toute autre personne ou organisation ayant fait l'objet d'une sanction prononcée par le Conseil Mondial du Sport Automobile. <p>Les membres affiliés à la FIA pourront soumettre les appels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Appels à l'encontre des décisions prises par les organes de la FIA en application des Statuts (affiliations, radiations, sanctions, etc.). <p>La FIA, sous l'autorité de son Président, pourra soumettre les appels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Appels à l'encontre des décisions des commissaires sportifs lors d'épreuves comptant pour des championnats de la FIA.• Appels à l'encontre des décisions des ASN ou de leurs organes juridictionnels. <p>Article 2 - Compétence en matière d'arbitrage</p> <p>Les membres affiliés à la FIA qui entendent voir trancher de façon définitive leurs différends d'ordre sportif ou statutaire, par la voie de l'arbitrage, peuvent demander au Président de la FIA de saisir la CAI à cette fin, le Président de la FIA étant libre d'accéder ou non à cette demande.</p> <p>Article 3 – Compétence consultative</p> <p>Le Président de la FIA peut également saisir la CAI afin d'obtenir une interprétation non contraignante sur l'application des règles sportives ou statutaires édictées par la FIA, les parties intéressées étant convoquées pour faire connaître leurs explications. La CAI pourra, pour parvenir à une interprétation éclairée, recourir à tout expert, témoin ou toute personne justifiant d'une expérience reconnue et pertinente.</p> <p style="text-align: center;">Chapitre 2 COMPOSITION</p> <p>Article 4 - Membres</p> <p>La CAI se compose d'un maximum de 18 membres titulaires de nationalités différentes auquel est adjoint un nombre équivalent de membres suppléants de même nationalité qu'eux.</p> <p>Ils doivent constituer un collège de compétence internationale, à la fois sportive et juridique. Ils sont élus pour 3 ans par l'Assemblée Générale à condition d'avoir été proposés par un membre affilié à la FIA. Un tiers des membres titulaires et de leurs suppléants est renouvelable chaque année et chacun des sortants peut prétendre à réélection à condition d'avoir été proposé à nouveau par un membre affilié à la FIA.</p>	<p>the ASNs cannot refuse to give their assistance and agreement.</p> <ul style="list-style-type: none">• Appeals brought by National Sporting Authorities on behalf of organisers, competitors, drivers, other licence-holders or any other person or organisation which has been the subject of a sanction pronounced by the World Motor Sport Council. <p>From Members affiliated to the FIA it will hear:</p> <ul style="list-style-type: none">• Appeals from decisions taken by the bodies of the FIA in application of the Statutes (affiliations, striking off the rolls, sanctions, etc.) <p>From the FIA, under the authority of the President it will hear:</p> <ul style="list-style-type: none">• Appeals from decisions of the stewards of the meeting at events counting towards the FIA championships.• Appeals from decisions of the ASNs or of their judicial authorities. <p>Article 2 – Arbitrational Competence</p> <p>Two or more FIA affiliated members wishing to have their disputes of a sporting or statutory nature definitively settled through arbitration may request the FIA President to refer the matter to the ICA, the President of the FIA being free to accept or reject this request.</p> <p>Article 3 – Consultative Competence</p> <p>The President of the FIA may also refer a matter to the ICA in order to obtain a non-binding interpretation regarding the application of the sporting or statutory rules enacted by the FIA, the parties concerned being summoned in order to provide their explanations. In order to reach an informed interpretation, the ICA may call upon any expert, witness, or person showing proof of relevant and recognised experience.</p> <p style="text-align: center;">Chapter 2 COMPOSITION</p> <p>Article 4 - Membership</p> <p>The ICA shall comprise a maximum of 18 Titular Members of different nationalities to whom are equally added Deputy Members of the same nationalities as the Titular Members.</p> <p>They must constitute a body of international competence, both sporting and legal. They shall be elected for 3 years by the General Assembly provided they have been proposed by an affiliated member of the FIA. One third of the Titular Members and their Deputies are retired each year and can be considered for re-election provided they have again been proposed by an affiliated member of the FIA.</p>
---	--

<p>Aucun membre du Conseil Mondial du Sport Automobile ou des Commissions Sportives de la FIA ne peut être membre de la CAI et inversement.</p> <p>En cas de démission, d'incapacité ou de décès d'un membre, le membre affilié à la FIA doit présenter un autre candidat pour la période de son mandat restant à courir.</p> <p>Article 5 - Indépendance de la CAI</p> <p>Les membres doivent s'engager à agir en toute indépendance et objectivité, afin de respecter l'application du présent Règlement et des dispositions générales de la FIA et de préserver l'indépendance de la CAI. Chaque membre doit être et demeurer indépendant des parties. Tous les membres ont l'obligation de révéler immédiatement toute circonstance susceptible de compromettre leur indépendance à l'égard des parties ou de l'une d'elles. Un membre doit se récuser spontanément lorsqu'une audience implique, en tant que partie, ou conseil d'une partie, une structure à laquelle il appartient ou participe à son fonctionnement à un titre quelconque. Les membres titulaires et les membres suppléants doivent prendre l'engagement de respecter l'intégrité et l'indépendance de la CAI pendant et après la période couverte par leur mandat.</p> <p>Les membres et membres suppléants sont tenus à l'obligation de confidentialité eu égard aux délibérations de la CAI.</p> <p>Article 6 - Conseiller de la CAI</p> <p>La CAI est assistée, à titre consultatif exclusivement, d'un Conseiller. Ce dernier est un juriste qui sera chargé de vérifier la régularité des procédures et d'assurer le respect des droits des parties.</p> <p>Le Conseiller de la CAI est élu par l'Assemblée Générale de la FIA pour une période de quatre ans sur proposition du Congrès de la CAI.</p> <p>Article 7 - Secrétaire Général et secrétariat de la CAI</p> <p>La CAI comporte un secrétariat de la CAI composé d'un Secrétaire Général et d'un administrateur. Le Secrétaire Général de la CAI assure les fonctions qui lui sont assignées par le présent Règlement.</p> <p>Le Secrétaire Général a la responsabilité de convoquer toutes les réunions de la CAI.</p> <p>Chaque année, le Secrétaire Général doit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• Inviter les membres affiliés à la FIA à désigner des candidats pour l'élection à la CAI en remplacement des membres et membres suppléants sortants.• Soumettre à l'Assemblée Générale un rapport sur les activités de la CAI. <p>Le Secrétaire Général est élu par l'Assemblée Générale de la FIA pour une période de quatre ans sur</p>	<p>No member of the World Motor Sport Council or of the Sporting Commissions of the FIA may be a member of the ICA and vice versa.</p> <p>In the event of resignation, incapacity, or death, the FIA affiliated member shall submit another member for the remainder of his term of office.</p> <p>Article 5 – Independence of the ICA</p> <p>Members must undertake to act with full independence and objectivity, to respect the application of these Rules and of all the FIA's Regulations, and to preserve the independence of the ICA. Each Member must be and remain independent of the parties. All Members are obliged to reveal immediately any circumstance likely to compromise their independence in respect of one or more of the parties. A Member shall spontaneously disqualify himself/herself from participating in a hearing which involves, as one of the parties or counsel to a party, a structure to which he/she belongs or takes part in its working in any capacity whatsoever. Members and Deputy Members shall sign a formal undertaking to respect the integrity and independence of the ICA both during and after their respective terms of office.</p> <p>Members and Deputy Members are bound by a confidentiality obligation with regard to the deliberations of the ICA.</p> <p>Article 6 – The Counsel to the ICA</p> <p>The ICA shall be assisted in an exclusively advisory role by a Counsel. The Counsel shall be a jurist, who will be responsible for verifying the regularity of the proceedings and for ensuring the respect of the rights of the parties.</p> <p>The Counsel to the ICA shall be elected by the FIA General Assembly for a four year term on a proposal by the Congress of the ICA.</p> <p>Article 7 – The Secretary General and ICA Secretariat</p> <p>The ICA shall include an ICA Secretariat composed of a Secretary General and an Administrator. The ICA Secretary General performs the functions which are assigned to him by these present Rules.</p> <p>The Secretary General shall be responsible for convening all meetings of the ICA.</p> <p>Each year the Secretary General shall, notably:</p> <ul style="list-style-type: none">• Invite the FIA's affiliated members to nominate candidates for election to the ICA to replace the outgoing Members and Deputy Members.• Submit a report to the General Assembly on the activities of the ICA. <p>The Secretary General shall be elected by the FIA General Assembly for a four year term on a proposal</p>
--	---

<p>proposition du Congrès de la CAI.</p> <p>Le Secrétariat de la CAI tiendra à jour un recueil de toutes les décisions rendues par la CAI.</p> <p>Article 8 - Congrès de la CAI</p> <p>Le Congrès de la CAI est composé des 18 membres titulaires et a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Il élit parmi ses membres, un Président et un Vice-Président pour une durée d'un an.• Il peut proposer des amendements au présent Règlement à soumettre à l'Assemblée Générale de la FIA.• Il soumet au vote de l'Assemblée Générale de la FIA, pour un mandat de quatre ans, le Secrétaire Général de la CAI.• Il soumet au vote de l'Assemblée Générale de la FIA, pour un mandat de quatre ans, le Conseiller de la CAI.• Il examine le fonctionnement de la CAI.• Il examine les motifs de plainte à l'encontre des membres ou des membres suppléants auxquels il est reproché de ne pas avoir respecté les obligations de l'Article 5. <p>Le Congrès se réunit au moins une fois par an. Pour délibérer valablement, le Congrès doit réunir un quorum d'au moins un tiers de ses membres. A défaut, aucune décision ne peut être prise. Les décisions sont prises lors des réunions ou par correspondance, en cas d'urgence par fax, email ou conférence téléphonique, sur simple majorité des membres votants, le Président ayant voix prépondérante en cas d'égalité. Un membre suppléant peut participer et voter lors des réunions du Congrès à condition que le membre qu'il représente lui ait donné une procuration.</p> <p>Le Secrétaire Général et le Conseiller participeront aux réunions du Congrès à titre consultatif, sans droit de vote.</p> <p>Article 9 - Audiences de la CAI</p> <p>Pour les audiences de la CAI, un collège de trois membres au moins sera établi. A chaque audience, les membres présents élisent un Président d'audience. Aucun membre du collège ne peut provenir du même pays qu'une partie en cause.</p> <p>Le Secrétaire Général est responsable de la convocation de chaque audience et de la sélection des membres du collège. Toutes les parties concernées devront être avisées en temps opportun de la date de l'audience de l'appel.</p> <p>La CAI est assistée dans sa mission, lors de l'audience, par le Conseiller de la CAI chargé de vérifier la régularité de la procédure et d'assurer le respect des droits des parties.</p> <p>Un représentant de la FIA en la personne du Secrétaire Général (Sport) – et/ou, selon la nature du différend soumis à la CAI – du Secrétaire Général pour la Mobilité et l'Automobile – et/ou du responsable juridique de la FIA et/ou de tout autre délégué que la</p>	<p>by the Congress of the ICA.</p> <p>The ICA Secretariat shall maintain a complete collection of all decisions handed down by the ICA.</p> <p>Article 8 – The Congress of the ICA</p> <p>The Congress of the ICA is composed of the 18 Titular Members, and have the following functions:</p> <ul style="list-style-type: none">• It elects from among its members for a one year term a President, and a Vice-President.• It may propose amendments to these Rules for decision by the FIA General Assembly.• It proposes for election by the FIA General Assembly for a four year term the Secretary General of the ICA.• It proposes for election by the FIA General Assembly for a four year term the Counsel of the ICA.• It reviews the functioning of the ICA.• It examines any grounds for complaint against Members or Deputy Members who are alleged not to have complied with the obligations of Article 5. <p>The Congress shall meet at least once a year. For a decision of the Congress to be valid, there must be a quorum of at least one third of its members, without which no decision may be taken. Decisions are taken during meetings or by correspondence in case of emergency by fax, email or telephone conference by a simple majority of the voting members, the President having the casting vote in the event of a tie. A Deputy Member may participate and vote in meetings of the Congress provided that they have been given a proxy by the relevant Member.</p> <p>The Secretary General and the Counsel will participate in the meetings of the Congress in an advisory role without a vote.</p> <p>Article 9 – Hearings of the ICA</p> <p>For hearings of the ICA a panel will be established with a minimum of three members. At each hearing the members present elect a President of the hearing. No member of the panel may be from the same country as a party to the proceedings.</p> <p>The Secretary General is responsible for convening each hearing and for selecting the members of the panel. All parties concerned shall be given adequate notice of the hearing of any appeal.</p> <p>The ICA shall be assisted in its mission, during the hearing, by the Counsel to the ICA responsible for verifying the regularity of the procedure and for ensuring the respect of the rights of the parties.</p> <p>A representative of the FIA in the person of the Secretary General (Sport) – and/or, depending on the nature of the dispute submitted to the Court, the Secretary General for Mobility and the Automobile -</p>
--	--

<p>FIA estimerait nécessaire sera(ont) présent(s) à l'audience.</p>	<p>and/or the FIA's legal officer and/or any other delegate whose presence the FIA might deem necessary at the hearing.</p>
<p style="text-align: center;">Chapitre 3</p> <p style="text-align: center;">PROCEDURE</p>	<p style="text-align: center;">Chapter 3</p> <p style="text-align: center;">PROCEDURE</p>
<p>Article 10 - Siège de la CAI</p> <p>Le siège de la CAI est au 8, place de la Concorde à Paris. Toutefois, si les circonstances l'exigent, et après consultation de toutes les parties, le Secrétaire Général peut décider d'organiser une audience dans un autre lieu.</p>	<p>Article 10 – Seat of the ICA</p> <p>The seat of the ICA shall be 8, Place de la Concorde, Paris. However, should circumstances warrant, and after consultation with all parties, the Secretary General may decide to hold a hearing in another place.</p>
<p>Article 11 – Langues officielles de la CAI</p> <p>Les langues de travail de la CAI sont le français et l'anglais. Une traduction simultanée sera assurée. Dans l'hypothèse où une des parties souhaiterait s'exprimer dans une autre langue que l'anglais ou le français, cette partie s'adjoindrait un interprète qualifié pour traduire ses propos en français ou en anglais et, ce, à ses propres frais.</p>	<p>Article 11 – Official Languages of the ICA</p> <p>The languages of the ICA shall be French and English. A simultaneous interpretation will be provided. In the event one of the parties wishes to be heard in a language other than English or French, the party in question shall, at its own expense, hire a qualified interpreter in order to translate verbal testimony into French or English.</p>
<p>Article 12 - Représentation</p> <p>Les parties convoquées doivent se présenter elles-mêmes à l'audience ou, s'il s'agit d'entités, s'y faire représenter par leurs dirigeants. Elles peuvent se faire assister d'un avocat. En cas d'empêchement majeur, ce dernier pourra les représenter, à condition qu'il puisse justifier auprès de la Cour, de leur incapacité à se présenter en personne. Toutefois, l'identité de ces personnes doit être communiquée au secrétariat de la CAI dans les délais fixés dans la convocation qui sera envoyée aux parties comme exigé à l'Article 18.</p> <p>L'absence des parties à l'audience n'interrompra pas le cours de la procédure.</p>	<p>Article 12 - Representation</p> <p>The parties summoned must present themselves at the hearing, or, if an entity, send the officials representing that entity or they may, if they wish, be assisted by a lawyer who, if they are absolutely unable to attend, may represent them, provided he/she can satisfy the Court as to the reasons for their failure to attend in person. However, the identities of these persons must be communicated to the ICA Secretariat within the time indicated in the Convening Notice that will be sent to the parties as required by Article 18.</p> <p>The failure of the parties to attend the hearing shall not interrupt the course of the proceedings.</p>
<p>Article 13 - Notifications et communications</p> <p>Le secrétariat de la CAI assure l'échange de toutes les communications et est responsable de la réception, transmission et conservation de tous les documents à usage des parties et des membres de la CAI. Il effectue toutes les notifications et convocations que la CAI adresse aux parties.</p> <p>Toutes lettres ou communications ne seront recevables par la CAI que si elles émanent d'une ASN ou d'un membre affilié à la FIA (à l'exclusion des licenciés, concurrents ou pilotes et de leurs représentants juridiques).</p>	<p>Article 13 – Notifications and Communications</p> <p>All communications must be made through the ICA Secretariat which is responsible for the acceptance, transmission and custody of all documents for the parties and the members of the ICA. It issues all the notifications and summonses that the ICA sends to the parties.</p> <p>Any letters or communications will be admissible by the ICA only if they come from an ASN or from an affiliated member of the FIA (to the exclusion of licence-holders, competitors or drivers, and of their legal representatives).</p>
<p>Article 14 - Notification d'un appel</p> <p>L'appel doit être notifié officiellement au secrétariat de la CAI par l'ASN, ou le membre affilié à la FIA, par fax ou par e-mail, et sous réserve d'une confirmation écrite de même date adressée par courrier.</p> <p>La notification d'appel doit comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'identité de l'appellant (concurrent, pilote,	<p>Article 14 – Notification of an Appeal</p> <p>The appeal must be formally notified to the ICA Secretariat by the ASN, or the member affiliated to the FIA, by fax or by email, and also subject to written confirmation by post of the same date.</p> <p>The notification of an appeal must include:</p> <ul style="list-style-type: none">• The identity of the appellant (competitor,

<p>organisateur, ASN, membre affilié à la FIA, etc.),</p> <ul style="list-style-type: none">• l'indication de la décision contestée et les motifs de l'appel soumis à la CAI,• tout document prouvant que la caution d'appel a bien été versée à la CAI,• la signature d'un représentant dûment qualifié de l'ASN ou du membre affilié à la FIA pour le compte de l'appelant. <p>Dans le cas d'une notification d'appel à l'encontre d'une décision des commissaires sportifs, l'intention de faire appel de cette décision doit également avoir été transmise par écrit aux commissaires sportifs, dans l'heure suivant la publication de la décision.</p> <p>Article 15 - Paiement de la caution d'appel</p> <p>Une caution est exigée pour interjeter appel devant la CAI. Son montant est révisé périodiquement par l'Assemblée Générale de la FIA. Il est actuellement de 6.000 €, indépendamment des dépens.</p> <p>La caution d'appel est exigible dès notification de l'intention d'appel, indépendamment du fait que l'instance d'appel se poursuive ou non.</p> <p>Article 16 - Rejet ou retrait d'un appel</p> <p>Si un appelant souhaite retirer un appel après l'avoir interjeté, la demande devra être faite par écrit par le membre affilié à la FIA. La demande de retrait sera étudiée lors d'une audience ultérieure de la CAI.</p> <p>Si l'appel est rejeté en tout ou partie, ou s'il est retiré, la caution versée ne sera pas restituée.</p> <p>Si la CAI estime que l'appel est purement dilatoire, l'appelant pourra être condamné à une amende d'un maximum de 150.000 € en sus de toute autre caution.</p> <p>Article 17 - Délais de notification d'un appel</p> <p>Délai pour la notification d'un appel par une ASN ou un membre affilié :</p> <p>Toute notification d'appel par une ASN ou un membre affilié à la FIA doit être transmise au secrétariat de la CAI dans les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Appel contre une décision des commissaires sportifs : l'appel doit être notifié conformément aux dispositions de l'Article 14 ci-dessus dans les 48 heures suivant la publication de la décision des commissaires sportifs sous réserve de notifier à ces derniers par écrit et dans l'heure de cette même publication, l'intention de faire appel de cette décision. Si la décision des commissaires sportifs n'est pas publiée un jour ouvrable, le délai de 48 heures ne commencera à courir que dès la première heure du premier jour ouvrable suivant.• Appel contre une décision d'une instance juridictionnelle d'une ASN : l'appel doit être notifié conformément aux dispositions de	<p>driver, organiser, ASN, FIA affiliated member, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none">• Indication of the contested decision and grounds of the appeal submitted to the ICA• Any document proving that the appeal fee has been paid to the ICA• The signature of a duly qualified representative of the ASN or of the FIA affiliated member on behalf of the appellant. <p>For the notification of an appeal against a decision of the stewards of the meeting an intention of appeal must also have been given in writing to the stewards, within one hour of the publication of the decision.</p> <p>Article 15 – Payment of the Appeal Fee</p> <p>A fee is charged for notifying an appeal before the ICA. The fee will be periodically assessed by the FIA General Assembly. The current fee is €6,000, independently of the expenses.</p> <p>The appeal fee becomes payable on notification of the intention to appeal, irrespective of whether or not the appeal is proceeded with.</p> <p>Article 16 – Rejection or Withdrawal of an Appeal</p> <p>If an appellant wishes to withdraw an appeal after it has been brought the request must be made in writing by the affiliated member of the FIA. The request for a withdrawal will then be considered at a later ICA hearing.</p> <p>If the appeal is rejected either partially or totally or if it is withdrawn, no part of the appeal fee shall be returned.</p> <p>If the ICA considers the appeal to be frivolous, the appellant may be required to pay a fine of a maximum of € 150,000 in addition to any other fee.</p> <p>Article 17 – Time limits for Notifying an Appeal</p> <p>Time limit for the notification of an appeal by an ASN or an affiliated member:</p> <p>Any notification of an appeal by an ASN or an affiliated member of the FIA must be transmitted to the ICA Secretariat within the following time limits:</p> <ul style="list-style-type: none">• Appeal from a decision of the stewards of the meeting: the appeal must be notified according to the provisions of Article 14 above within 48 hours following the publication of the stewards' decision, on condition that the stewards of the meeting are notified in writing of the intention to appeal from the decision within one hour of its publication. If the decision of the stewards is not published on a working day, the 48-hour period shall not commence until the first hour of the first following working day.• Appeal from a decision of a judicial body of an ASN: the appeal must be notified according to the provisions of Article 14 above within 7
--	---

<p>l'Article 14 ci-dessus dans les 7 jours suivant la signification de la décision de l'organe juridictionnel national.</p> <ul style="list-style-type: none">• Les appels contre des décisions prises par les organes de la FIA en application des Statuts (affiliations, radiations, sanctions, etc.) doivent être notifiés conformément aux dispositions de l'Article 14 ci-dessus dans les 7 jours suivant la signification de la décision. <p>Délai pour la notification d'un appel par la FIA :</p> <p>L'appel doit être notifié au secrétariat de la CAI par écrit dans les 7 jours à compter du moment où le Secrétaire Général concerné de la FIA aura reçu notification écrite de la décision contestée, ou reçu notification écrite de l'appel ou du mémoire d'appel de l'une ou plusieurs parties.</p> <p>Article 18 - Confirmation de l'audience d'appel</p> <p>Une fois l'appel notifié et la caution d'appel versée, le Secrétaire Général de la CAI adressera une convocation avisant les parties de la date et de l'heure de l'audience.</p> <p>Article 19 – Mémoires</p> <p>Une fois l'appel notifié, l'ASN doit transmettre au secrétariat de la CAI, en français et en anglais, le mémoire d'appel destiné à la CAI. La CAI transmettra un exemplaire au défendeur qui aura alors la possibilité de soumettre un mémoire en réponse.</p> <p>Les mémoires d'appel et en réponse doivent indiquer tous les arguments que les parties concernées entendent soulever (qui peuvent être présentés de manière succincte), le moyen de recours utilisé, une liste des preuves matérielles dont les parties entendent se prévaloir lors de l'audience de la CAI (incluant les enregistrements vidéo, sonores, les photographies, graphismes, l'identité des témoins, sachants ou experts à entendre, etc.) ainsi qu'un exposé des motifs pour lesquels elles pensent que de telles preuves appuieront leur thèse, avec des copies des dépositions de témoins, sachants ou des expertises qu'elles souhaitent produire.</p> <p>Dix exemplaires de ces documents en français et en anglais doivent être envoyés à la CAI par courrier et un exemplaire doit être envoyé au secrétariat de la CAI par fax ou par email le jour même de l'envoi du courrier.</p> <p>Délai pour l'envoi du mémoire d'appel :</p> <ul style="list-style-type: none">• Il doit être envoyé dans les 8 jours à compter de la réception par l'appelant de la convocation visée à l'Article 18. <p>Délai pour l'envoi d'un mémoire en réponse :</p> <ul style="list-style-type: none">• Il doit être envoyé dans les 8 jours à compter du jour de réception du mémoire d'appel envoyé par le secrétariat de la CAI. Ce mémoire en réponse sera communiqué à toutes les parties concernées.	<p>days following the notification of the decision of the national judicial body.</p> <ul style="list-style-type: none">• Appeal from decisions taken by the bodies of the FIA in application of the Statutes (affiliations, striking off the rolls, sanctions, etc.) must be notified according to the provisions of Article 14 above within 7 days following the notification of the decision. <p>Time limit for the notification of an appeal by the FIA:</p> <p>The appeal must be notified to the ICA Secretariat in writing within 7 days counting from the time the relevant Secretary General of the FIA receives a written notification of the contested decision, or receives a written notification of the appeal or of the grounds of appeal of one or more parties.</p> <p>Article 18 – Confirmation of Appeal Hearing</p> <p>Once the appeal has been notified and the appeal fee paid, the Secretary General of the ICA will issue a convening notice to the parties that will confirm the time and place of the hearing.</p> <p>Article 19 – Grounds</p> <p>Once the appeal has been notified, the ASN must transmit to the ICA Secretariat in French and in English the grounds for appeal intended for the ICA. The ICA will transmit a copy to the respondent who will then have an opportunity to submit a written defence.</p> <p>The grounds for appeal and defence must indicate each of the arguments which the relevant party intends to rely on (which may be presented in skeleton form), the remedy sought, a list of any material evidence which the party intends to make use of during the ICA hearing (including film recordings, sound recordings, photographs, graphics, the identities of witnesses, knowledgeable parties or experts to be heard, etc.) and a description of why the party believes such evidence at the hearing will support its case together with copies of any statements by witnesses or knowledgeable parties, or expert opinions that the party wishes to rely on.</p> <p>10 copies of these documents in French and English must be sent to the ICA by mail, and one copy must be sent to the ICA Secretariat by fax or e-mail on the same day as the postal dispatch.</p> <p>Time limit for sending the grounds of appeal:</p> <ul style="list-style-type: none">• Must be sent within 8 days counting from the date on which the appellant received the convening notice as referred to in Article 18. <p>Time limit for sending a written defence:</p> <ul style="list-style-type: none">• Must be sent within 8 days starting with the day of receipt of the grounds of appeal sent by the ICA Secretariat. This reply in defence will be communicated to all the parties concerned.
--	--

<p>Lorsque les circonstances l'exigent, le Secrétaire Général de la CAI, après avoir consulté les parties, pourra augmenter ou réduire les délais de réception et d'échange du mémoire d'appel et/ou d'un mémoire en réponse. En pareils cas, les nouveaux délais seront précisés dans la convocation envoyée à toutes les parties.</p> <p>Après échange des mémoires d'appel et en réponse, les parties ne seront pas autorisées à présenter d'autres écrits.</p> <p>Article 20 - Instructions</p> <p>Le Président d'audience pourra donner des instructions en ce qui concerne l'audience et le déroulement des affaires en général, y compris en ayant recours à la conférence vidéo, notamment pour la production, à titre exceptionnel, d'écrits supplémentaires.</p> <p>Article 21 - Déroulement de l'audience</p> <p>Respectant le principe du contradictoire, le Président d'audience invitera les parties concernées à exposer leurs cas respectifs si nécessaire sans que les témoins, sachants ou experts soient présents, l'appellant prenant la parole en premier, suivi du défendeur.</p> <p>Après les auditions des parties concernées, la CAI entendra les différents témoins, sachants et experts. Les parties impliquées auront le droit d'interroger tous les témoins, sachants et experts sur leur déposition.</p> <p>Si exigé par le Président d'audience, les témoins pourront faire leur déposition et après l'avoir faite, ils ne pourront pas quitter la salle d'audience et ne seront pas autorisés à parler avec d'autres témoins n'ayant pas effectué leur déposition.</p> <p>La CAI pourra entendre un expert et/ou lui demander d'établir un rapport écrit.</p> <p>Indépendamment des parties concernées, la CAI peut entendre, à leur requête, les concurrents des principaux Championnats de la FIA visés à l'article 1 qui pourraient être affectés directement et de manière significative par les conséquences éventuelles de la décision à intervenir. Il revient aux entités concernées d'adresser par écrit une demande d'audience à la CAI.</p> <p>Sans préjudice de son droit d'appel, la FIA est représentée à l'audience et a la faculté de déposer des conclusions écrites en les appuyant oralement à l'audience.</p> <p>A ce titre, elle peut citer tout témoin, sachant, expert ou conseiller technique dont elle jugera l'audition nécessaire.</p> <p>Le Président d'audience invitera le défendeur et ensuite l'appellant à présenter leurs conclusions finales.</p> <p>Le Président d'audience – qui gardera la police de</p>	<p>When the circumstances so require, the Secretary General of the ICA, after consultation with the parties, may increase or reduce the time limits for the receipt and exchange of the grounds of appeal and/or a memorandum in response. In such cases, the revised time limits will be set out in the convening notice sent to all the parties.</p> <p>After exchange of grounds of appeal and memoranda in response, the parties shall not be permitted to produce further evidence.</p> <p>Article 20 - Directions</p> <p>The President of the hearing shall be entitled to issue directions with respect to the hearing and the conduct of cases in general, including the using of video conference facilities, notably for the submission of further evidence in exceptional circumstances.</p> <p>Article 21 – Conduct of the Hearing</p> <p>Respecting the adversarial principle, the President of the hearing shall invite the parties concerned to set out their respective cases if necessary in the absence of the witnesses, knowledgeable parties or experts starting with the appellant then followed by the respondent.</p> <p>After the statements of the parties concerned are submitted in writing, the ICA shall hear the respective witnesses, knowledgeable parties, and experts. The parties involved shall have the right to question all the witnesses, knowledgeable parties, and experts on their statements.</p> <p>If the President of the hearing so requires, witnesses will be entitled to give evidence and after making their statements, may not leave the courtroom or be allowed to speak to any other witness who has yet to give evidence.</p> <p>The ICA may hear an expert to provide evidence and/or request he/she provide a written report.</p> <p>Independently of the parties to the appeal, the ICA may hear any competitor in a major FIA Championship referred to in Article 1, who so requests and who could be directly and significantly affected by the decision to be taken. It is the responsibility of such parties to send a written request to the ICA for a hearing.</p> <p>Without prejudice to its right of appeal, the FIA is represented at the hearing and has the right to submit written conclusions which may be supported orally at the hearing.</p> <p>As such, it may call any witness, or knowledgeable party or expert, or technical adviser whose testimony at the hearing it may deem necessary.</p> <p>The President of the hearing will invite the respondent and then the appellant to make the closing statements.</p> <p>The President of the hearing – who shall be</p>
--	---

<p>l'audience – pourra cependant décider, en fonction des circonstances, de modifier cet ordre et/ou d'accorder éventuellement un droit de réplique aux parties.</p> <p>A la clôture de l'audience, les parties ne sont pas autorisées à soumettre d'autres conclusions, sauf en application des dispositions de l'Article 23 ci-après.</p> <p>Après avoir entendu toutes les parties, témoins ou experts, la CAI délibèrera à huis clos avant de prendre sa décision.</p> <p>Article 22 - Jugement</p> <p>La CAI peut admettre ou rejeter un appel, et peut décider de confirmer, annuler, réduire ou augmenter la pénalité prononcée. Elle peut annuler les résultats d'une compétition mais ne peut ordonner qu'une compétition soit recommencée. Les jugements de la CAI sont motivés.</p> <p>A la clôture de l'audience, le Président d'audience annoncera l'heure et la date de la notification du jugement écrit. Ce dernier sera publié en français et en anglais en règle générale dans les 48 heures suivant la clôture de l'audience. Des exemplaires du jugement seront envoyés par fax ou par email et par courrier aux parties concernées. Le secrétariat de la CAI pourra délivrer des exemplaires sur demande écrite des intéressés.</p> <p>Une fois notifié aux parties par le Secrétaire Général de la CAI, le jugement est immédiatement exécutoire.</p> <p>Article 23 - Procédure d'urgence en cas d'exécution provisoire</p> <p>En cas d'extrême urgence uniquement, la CAI peut être convoquée dans les plus brefs délais, via une procédure accélérée, tout en respectant les droits de chaque partie d'être entendue. Cette procédure peut engendrer la mise en place d'une téléconférence ou vidéoconférence. Dans ce cas la Cour peut prendre une décision temporaire dans l'attente d'une audience ultérieure de confirmation.</p> <p>Article 24 - Frais de la CAI et remboursement de la caution d'appel</p> <p>En statuant sur les recours qui lui sont déférés, la CAI décidera, en fonction du jugement, du sort des dépens qui seront calculés par le secrétariat. Les dépens fixés par le Secrétariat ne comprendront pas les frais ou honoraires de défense supportés par les parties.</p> <p>Si l'appel est rejeté, la caution versée sera retenue en totalité. S'il est jugé partiellement fondé, elle pourra être restituée en partie, et en totalité s'il a été fait entièrement droit à l'appel.</p> <p>Article 25 - Droit de révision</p> <p>Lorsque la CAI aura statué, en cas de découverte d'un élément nouveau, important, inconnu lors de</p>	<p>responsible for organising the proceedings of the hearing – may however decide, depending on the circumstances, to proceed differently, and/or possibly to offer the parties the right to reply.</p> <p>Upon the close of the hearing the parties are not permitted to submit further submissions or evidence except under the provisions of Article 23 below.</p> <p>After hearing from all the parties, witnesses, or experts, the ICA will then deliberate in closed session before reaching its decision.</p> <p>Article 22 - Judgement</p> <p>The ICA may admit or dismiss the appeal, and may decide to confirm, waive, mitigate or increase the penalty inflicted or annul the result of a competition, but it shall not be empowered to order any competition to be re-run. Judgements of the ICA shall be reasoned.</p> <p>At the close of the hearing the President of the hearing will announce the time and date for the announcement of the written judgement. This will be published in French and in English normally within 48 hours of the close of the hearing. Copies of the judgement will be sent by fax or email and by post to the parties. The ICA Secretariat may distribute copies to those interested provided a request in writing is received.</p> <p>Once notified to the parties by the Secretary General of the ICA, the judgment becomes binding with immediate effect.</p> <p>Article 23 – Emergency Procedure (in cases requiring immediate enforcement of a judgement)</p> <p>The ICA may, and only in cases of extreme urgency, be convened as rapidly as possible by way of an emergency procedure which must respect the rights of all parties to be heard. This procedure may require the use of telephone or video conference techniques. In this case, the Court may take a temporary decision which must then be confirmed at a later hearing.</p> <p>Article 24 – ICA Costs and Return of Appeal Fee</p> <p>In giving a judgement on an appeal brought before it, the ICA shall determine, according to the judgement, against whom to award the costs, which shall be calculated by the secretariat. The costs which shall be fixed by the Secretariat, shall not include the expenses or defence fees incurred by the parties.</p> <p>If the appeal is rejected no part of the appeal fee may be returned. If judged partially founded, the fee may be returned in part, and in its entirety if the appeal is upheld.</p> <p>Article 25 – Right of Review</p> <p>After the ICA has made a ruling, if any new or important evidence is discovered which was unknown</p>
--	---

<p>l'évocation initiale de l'affaire devant la CAI et qui soit de nature à remettre en cause ou à modifier sa décision, la CAI pourra décider de réexaminer sa décision selon une procédure qui respectera les droits des parties et qui sera conforme aux règles contenues dans le présent Code de Procédure. La CAI pourra se saisir d'office ou suite à un recours en révision pouvant être introduit soit par toute partie concernée et/ou directement affectée par la décision à intervenir suivant la révision, soit par la FIA.</p> <p>Pour être recevable, le recours en révision introduit par une partie ou par la FIA devra être exercé avant le 30 novembre de l'année au cours de laquelle a été rendue la décision susceptible de révision.</p> <p>Article 26 – Transparence et règles concernant la publicité</p> <p>Les procédures suivantes s'appliqueront pour les litiges à caractère sportif uniquement :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un communiqué de presse sera publié pour chaque affaire soumise à la CAI afin d'annoncer la date et l'heure de l'audience ainsi que le Championnat (ou l'épreuve) et l'objet du différend en cause.• Lors de chaque audience, en fonction des capacités d'accueil de la salle, les journalistes et les observateurs qui auront fait une demande écrite au secrétariat pourront être admis à l'audience. Dans le cas où le nombre de ces demandes serait supérieur à la capacité d'accueil de la salle d'audience, les intéressés seront autorisés à suivre les débats retransmis en direct, dans une salle distincte de celle de l'audience, au moyen d'un circuit interne de télévision, les prises de son et d'images restant toutefois soumises à autorisation. <p>Pour les affaires à caractère non sportif, ou les saisines à caractère consultatif ou d'arbitrage portées devant la CAI, les audiences resteront confidentielles sauf volonté contraire des parties. Si l'audience est ouverte à la presse, les procédures utilisées pour les affaires à caractère sportif s'appliqueront.</p> <p style="text-align: center;">Chapitre 4</p> <p style="text-align: center;">Dispositions diverses</p> <p>Article 27 - Interprétation et modifications du Règlement</p> <p>Le présent Règlement est rédigé en français et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, le français prévaudra.</p> <p>Toute modification au présent Règlement n'entrera en vigueur qu'après avoir été décidée par l'Assemblée Générale de la FIA sur proposition du Congrès de la CAI.</p> <p>Article 28 - Autres recours</p> <p>Pour dissiper toute incertitude, aucune disposition du</p>	<p>at the outset of the case in question before the ICA and which could call into question or cause the ICA to modify its decision, the ICA may decide to re-examine its decision in keeping with a procedure which respects the rights of the parties and which respects the terms of the present Rules of Procedure. The ICA reserves the right to decide itself whether or not to re-examine the case, or may do so if a petition for review is introduced either by one of the parties concerned and/or directly affected by any decision handed down after the review, or by the FIA.</p> <p>In order to be admissible, the petition for review introduced either by a party or by the FIA must be submitted before 30 November of the year during which the decision for review was initially rendered.</p> <p>Article 26 – Transparency and Rules Regarding Publicity</p> <p>The following procedures will apply for cases of an exclusively sporting nature:</p> <ul style="list-style-type: none">• A press notice will be issued for each case submitted to the ICA in order to announce the date and time of the hearing as well as the Championship (or event) concerned and the subject of the litigation.• At each hearing according to the space available, those journalists and observers who have made a written application to the secretariat may be admitted to the Court. If the number of applications exceeds the capacity of the courtroom, journalists and observers will be allowed to follow the proceedings, broadcast live in a room separate from the courtroom, by means of a closed circuit television system, but the recording of sound or pictures remains subject to authorisation. <p>For non-sporting, consultative or arbitrational cases before the ICA the hearings will remain confidential unless, by agreement, the parties choose not to do so. If the hearing is open to the press the procedures used for sporting cases will be applied.</p> <p style="text-align: center;">Chapter 4</p> <p style="text-align: center;">Miscellaneous Provisions</p> <p>Article 27 – Interpretation and Modifications to the Rules</p> <p>The present rules have been drafted in French and in English. In case of a difference of interpretation, the French text shall take precedence.</p> <p>No modification to the present Rules may come into effect without having been decided by the General Assembly on a proposal from the Congress of the ICA.</p> <p>Article 28 – Alternative Remedies</p> <p>For the avoidance of doubt, nothing in these rules shall</p>
---	---

<p>présent règlement ne pourra empêcher une partie d'intenter des poursuites devant une juridiction, sous réserve toutefois de toute obligation acceptée par ailleurs, d'épuiser préalablement d'autres moyens ou mécanismes de résolution de litiges disponibles.</p> <p>En recevant une licence et/ou en postulant pour participer à une épreuve inscrite au Calendrier International de la FIA, tous les concurrents et tous les licenciés acceptent et reconnaissent l'obligation de recourir en premier lieu aux procédures mentionnées au C.S.I. et au présent Règlement.</p> <p>Lorsque, sans préjudice de ce qui précède, une partie prétend à une voie de recours alternative ou complémentaire devant une autre instance, cour ou tribunal, cette partie reconnaît et accepte de n'exercer une telle voie de recours qu'après avoir notifié à cette instance, cour ou tribunal l'existence des obligations contenues dans le présent Article, même lorsque l'application de ces dernières est contestée.</p> <p>En outre, une partie prétendant à une voie de recours alternative ou complémentaire devant une autre instance, cour ou tribunal le notifiera de manière adéquate à la FIA dans les plus brefs délais, et au plus tard au moment d'engager cette voie de recours.</p>	<p>prevent any party from pursuing any right of action which it may have before any Court or Tribunal, subject always to any obligations it may have accepted elsewhere first to pursue other remedies or alternative dispute resolution mechanisms.</p> <p>By accepting a licence, and/or applying to participate in any event listed on the FIA's International Calendar, all competitors and licence holders accept and acknowledge the obligation first to use the procedures mentioned in the I.S.C. and in the present Rules.</p> <p>Where, notwithstanding and without prejudice to the above, any party seeks to establish an alternative, additional or further right of action before any other body, court or tribunal, such parties acknowledge and agree that they shall only pursue such a right of action having notified the body, court or tribunal of the existence of the obligations contained in this Article, even where they dispute whether those obligations apply.</p> <p>Furthermore, any parties seeking to establish any alternative, additional or further right of action before any other body, court or tribunal, shall notify the FIA adequately, at the earliest opportunity, and, at the latest, at the time such action is undertaken.</p>
--	---